



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

U LOGISTIQUE

Parc Hermès - Route de Jacou
Zone industrielle
34740 Vendargues

Références : UD34/H4/SM/2025-093
Code AIOT : 0006601318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement U LOGISTIQUE implanté Zone industrielle - Parc Hermès Route de Jacou 34161 Vendargues. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le contexte de l'action nationale "Gestion des premières heures d'un incident ou accident" - volet "Prélèvements environnementaux". Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle. Le retour d'expérience des actions régionales d'inspection des plans d'opération interne (POI) montre que certaines dispositions ne sont pas encore suffisamment prises en compte pour faire face à un incendie de grande ampleur, notamment concernant la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux. Le volet «

prélèvements environnementaux » de l'action nationale a pour objectif de s'assurer que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée et que les dispositions figurant dans le POI répondent aux exigences réglementaires.

Pour mémoire, les premiers prélèvements environnementaux englobent à la fois les prélèvements et les analyses effectués au plus tôt après le début de l'incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Par ailleurs, le POI doit indiquer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès le permettent, y compris les moyens matériels et humains et les méthodes de prélèvement et d'analyses adaptées aux substances à rechercher ; ces éléments doivent être intégrés au POI des établissements Seveso seuil bas au plus tard le 1er janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- U LOGISTIQUE
- Zone industrielle - Parc Hermès Route de Jacou 34161 Vendargues
- Code AIOT : 0006601318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société U LOGISTIQUE exploite à Vendargues un entrepôt soumis à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, SYSTÈME U a été anciennement autorisé par arrêté préfectoral n°96-I-3032 du 13 novembre 1996, modifié et complété par arrêté préfectoral n°2015-I-121 du 27 janvier 2015.

Par la suite, U logistique a déclaré un changement d'exploitant ayant fait l'objet d'un récépissé de déclaration n°16-016B du 26 avril 2016.

Elle a fait également l'objet d'un récépissé de bénéfice des droits acquis n°16-72B le 21 octobre 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	rétenion	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Condition de	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	stockage	11/04/2017, article point 9	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	condition de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite et les compléments apportés par l'exploitant à la suite de celle-ci ont montré que le plan d'opération interne (POI) du site a été mis à jour il y a moins de 3 ans et que des exercices visant à tester les procédures d'urgence définies dans le POI sont réalisés.

L'exploitant s'est rapproché d'un organisme pour définir la stratégie à mettre en œuvre dans le cadre des 1ers prélèvements. Cependant des observations ont été relevées au cours de la visite.

Il est rappelé à l'exploitant que l'établissement de la liste des produits de décomposition et les mesures à mettre en œuvre pour réaliser les 1ers prélèvements doivent être établis au plus tard pour le 31 décembre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas

trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : La version du Plan d'Opération Interne (POI) en vigueur est datée du juillet 2024. La dernière mise à jour du document est datée de juillet 2025 suite au dernier RETEX de l'exercice POI organisé le 24 juin 2025 avec le SDIS de l'Hérault. Par ailleurs, suite à l'inspection, il a été évoqué avec l'exploitant de compléter et d'améliorer les fiches relatives aux 1ers prélèvements (Cf.constats 2 et 3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Le dernier exercice POI a eu lieu le 24 juin 2025. Il a fait l'objet d'un compte rendu rédigé par l'exploitant. Le document fait état notamment des points positifs et des axes d'amélioration. Ce travail pourrait être complété par la mise en œuvre d'un plan d'actions qui permettrait de suivre l'avancée des actions listées dans le paragraphe "Axes d'amélioration". A noter que les actions impliquant les modifications du POI ont été reprises dans la mise à jour de ce dernier (Cf 1er constat).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]
Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour

postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant indique s'être appuyé sur le guide de l'Union Française du Commerce Chimique (UFCC) relatif aux produits de décomposition dans les secteurs du stockage et de la logistique pour définir la liste des substances à rechercher lors des premiers prélèvements environnementaux. Ce choix est justifié par la nature de l'activité, qui relève de la logistique. L'exploitant a repris la quasi totalité des paramètres préconisés dans le guide UFCC. Le bureau de contrôle mandaté dans son contrat mentionne le nombre de points de contrôle prévus dans les différentes matrices air et eau.

Par ailleurs, le POI ne dispose pas des informations suivantes :

- les cartes précisant les points de prélèvements des scénarios : sans vent et avec vent ;
- la carte générale mentionnant les points de prélèvements dans l'air et dans l'eau ;
- la liste des substances de décomposition (ce point a été réalisé suite à la visite d'inspection) ;
- et le numéro de téléphone de l'astreinte du bureau de contrôle mandaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter son POI avec les différentes informations susvisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
[...]
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition

de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Dans le cadre de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le document intitulé "Plan de Prélèvements Environnementaux - ULOG VENDARGUES AMBIANT (34)Post Incident 21480095/26 /1 V0 date du 02 09 2024". Il précise les substances de décomposition à rechercher, et liste la méthode et les matériels de prélèvement à engager.

La proposition commerciale prévoit un délai d'intervention maximum de 4 h.

L'organisme mandaté ne précise pas les délais de prélèvements que ce dernier pourra être en mesure de réaliser quand les conditions de sécurité seront requises.

Les points de prélèvement sont bien mentionnés (adresse) mais les conditions de vent (sans vent, avec vent) n'apparaissent pas.

Également, l'inspection recommande de vérifier auprès de son prestataire des délais qui lui seraient nécessaires pour réaliser les prélèvements sur tous les paramètres listés dans le contrat (qui correspondent à quasiment tous les paramètres du guide UFCC) en situation d'urgence, afin d'éviter tout risque d'incompatibilité technique ou d'allongement des délais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'examiner, avec le prestataire, la possibilité de réduire les délais d'intervention afin d'atteindre un objectif de prélèvements dans un délai maximal de 3 heures après le déclenchement du POI. De plus, l'exploitant doit également connaître les délais de prélèvement que le prestataire sera en capacité de réaliser quand les conditions de sécurité seront requises.

De plus, les points de prélèvement sont à mentionner avec les conditions de vent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

d'opération interne précise :
[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Il a été constaté qu'un organisme a bien été mandaté pour assurer les prélèvements, il s'agit d'une prestation externe (présence d'un contrat).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers [...]

Constats :

La dernière mise à jour de l'EDD date de juin 2022. Il a été rappelé que l'étude des dangers doit intégrer la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie lors d'une révision ou d'une mise à jour de cette dernière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : condition de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, stockage

Prescription contrôlée :

<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les conditions de stockage en masse ne sont pas respectées. La surface au sol dépasse les 500 m² en l'absence d'îlots. Suite à la visite, l'exploitant a fourni des éléments justifiant le respect de la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut. Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de</p>

<p>réten-tion.</p> <p>Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résidua-ires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que plusieurs produits sont associés à une même réten-tion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que ces produits sont bien compatibles et que les matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de réten-tion et le justifiera à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 9 : Condition de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a constaté dans la cellule A, où un stockage en rack est effectif, que la distance entre certains stockages et le faîtage est réduite dû à certains éléments de la charpente (poutres apparentes).

Une distance libre est nécessaire pour le fonctionnement de l'extinction automatique incendie. En effet cette distance doit être maintenue entre les sprinkleurs et le haut du stockage (notamment au niveau de la charpente) de façon à permettre, en cas d'incendie, le parfait déploiement de l'eau des sprinkleurs.

L'exploitant ne peut pas justifier que cette distance, notamment au niveau des poutres, permet un déploiement efficace de l'eau en cas de besoin le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera que la distance libre nécessaire entre les têtes de sprinklage et les stockages permet le déploiement efficace de l'eau en cas de besoin et le justifiera à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois